



Déclaration de la FSU F3SCTA vendredi 4 juillet 2025

Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres de la F3SCTA,

La FSU rappelle l'ensemble de ses demandes d'anticipation relatif aux conditions météorologiques, ceci dès la première instance en septembre 2024. Les voix sont nombreuses et majoritaires pour alerter, depuis plusieurs années maintenant, sur la récurrence et les effets de ces périodes de canicule et pourtant... dimanche 29 juin, alors qu'un dôme de chaleur est annoncé depuis quelques jours, le ministère utilise la méthode Coué et diffuse finalement un communiqué de presse qui nous rappelle les grandes heures du Covid. Informations de dernière minute, recommandations déconnectées de la gravité de la situation et des réalités... Y a-t-il quelqu'un qui pense sérieusement dans ce ministère que toutes nos écoles et établissements possèdent au moins une salle rafraîchie ?

Dans la désorganisation la plus totale, sans autres directives claires de l'éducation nationale, des décisions de fermetures d'écoles sont prises, en collège et en lycée, et dimanche soir, le ministère a semblé découvrir qu'il y a encore des examens, ou encore que des enseignant·es sont de correction de copies.

Certaines collectivités ou parents d'élèves distribuent des ventilateurs, des brumisateurs, achetés à la hâte, masquant difficilement le désengagement constant et récurant d'installations de stores/volets, de ventilation, etc. Une bonne isolation ne réglera pas tous les problèmes. Il y a aussi besoin d'aérer et ventiler les classes avant l'arrivée des élèves, tôt le matin. Dans notre académie, dans des centaines de classes les températures dépassaient les 30 °C et allaient parfois au-delà de 35 °C.

Pour rappel, depuis 2019, nous alertons sur l'état du bâti scolaire en France mais force est de constater que rien n'est fait pour l'améliorer. La FSU, avec d'autres organisations syndicales, au sein de l'Alliance Écologique et Sociale a lancé une campagne autour du bâti scolaire et demande le financement et la mise en œuvre d'un plan national de rénovation. Il est nécessaire que l'État et les collectivités territoriales se mobilisent ensemble parce qu'il y a urgence. Ces investissements doivent permettre de répondre aux exigences thermiques inscrites dans un décret et d'assurer la continuité et l'égalité d'accès à un service public de qualité. C'est un enjeu d'avenir et de santé publique.

Pendant ce temps, le "conclave" sur les retraites se termine et met au grand jour cette grande farce. Il faut abroger la réforme de 2023 et sa mesure d'âge injuste, augmenter les salaires, rendre effective l'égalité salariale, favoriser l'accès à l'emploi, taxer certains dividendes. Autant de mesures qui pourraient permettre le financement des retraites ! Mais ce ne sont pas les choix qui sont effectués, le gouvernement préfère l'intérêt des actionnaires à celui des fonctionnaires. Aux conditions de travail dégradées s'ajoute un allongement de carrière inacceptable et inenvisageable pour beaucoup. Les propositions d'aménagement de fin de carrière sont trop souvent soumises à décision, avec des moyens insuffisants pour permettre que chaque demande aboutisse : retraite progressive avec temps partiel accordé, allègements de service permettant le maintien dans l'emploi, effectivité des aménagements...

Dans ce marasme éducatif, des violences quotidiennes subies pour l'ensemble des personnes, une enseignante a été frappée sur son lieu de travail par une famille, une collègue AED, Mélanie G. a été assassinée par un élève armé d'un couteau lors d'une opération de fouille de sacs. La FSU renouvelle son soutien à sa famille, ses collègues et aux élèves. Ce drame, comme d'autres, a fait l'objet d'une récupération d'une partie de la classe politique qui vise surtout à mettre à l'agenda médiatico-politique des mesures sécuritaires et de contrôle de la jeunesse. La question du climat scolaire et de la sécurité des écoles, des collèges, des lycées, des services, des personnels et des élèves nécessite notamment, et en premier lieu, davantage de personnels

formés et qualifiés. Le manque de moyens, organisé par les gouvernements successifs, en termes de personnels a dégradé les conditions d'encadrement et de prise en charge des élèves. Ce manque s'avère encore plus criant dans un contexte où la santé mentale des élèves se dégrade. A l'heure où les arbitrages budgétaires pour 2026 doivent être rendus, nous réaffirmons l'urgence d'avoir des équipes pluriprofessionnelles complètes dans chaque établissement afin de faire un travail d'éducation et de prévention efficace.

Notre employeur doit être garant de notre santé et de notre sécurité. Trop souvent la sphère de la vie personnelle est envahie par celle de la vie professionnelle, la santé mentale de tout.es est affectée. Pourtant, les accidents du travail ne remontent que très peu de chiffres concernant les troubles psychosociaux. Comment des demandes de CITIS relatives à ces problématiques peuvent encore être refusées à l'heure où l'ensemble des risques professionnels est connu et inscrit dans les DUERP ?

Est-ce que les cerfa sécurisés mis en place aux 1er septembre 2025 vont être pris en charge par nos services ? Les remontées de signalement RSST sont exponentielles, avec plus de 1400 fiches, le traitement en devient d'autant plus compliqué. Pour le suivi, la FSU rappelle ces demandes de moyens, et l'amélioration de l'application.

La FSU rappelle que toutes les réorganisations de service, reconstructions, rénovations doivent être présentées en F3SCT. L'évaluation de l'impact sur les personnels est primordiale pour finaliser les projets. La présentation de la création d'une cité scolaire en CSA-A aurait dû être précédée d'une annonce et expertise en F3SCTA.

Pour l'amiante, il est nécessaire de sensibiliser les collectivités par le biais des préfets. Nombre de documents fournis par les collectivités aux écoles ne sont pas conformes ou actualisés. L'enquête ministérielle est une base de travail et de recensement. Il est à noter le travail conséquent des DSDEN pour l'amélioration des remontées dans le 1er degré, ainsi que l'engagement des directions d'école soumises à une charge de travail considérable.

En cette dernière F3SCTA de l'année scolaire 2025, pendant laquelle 3 ministres différents se sont succédés, nous ne pouvons que constater qu'aucune amélioration n'aura été faite pour les personnels de l'éducation nationale et donc in fine pour les usagers : pas de revalorisation, pas de postes supplémentaires aux concours, pas de bougés sur des réformes éducatives problématiques et ayant montré leurs échecs. De plus, les personnels n'ont pas à pâtir des coupes drastiques des collectivités concernant la culture, l'accès aux infrastructures sportives, les dotations scolaires, l'augmentation du coût des transports... ceci entraîne inéluctablement du travail empêché.

La FSU souhaite rappeler que la tenue des instances, le dernier jour de classe, lors des épreuves ou lors de résultats des examens et irrespectueuses envers les représentants des personnels. Elle nous contraint à choisir entre deux missions dans lesquelles nous nous investissons pleinement.

La FSU sera aux côtés de l'ensemble des personnels dès la rentrée, qui s'annonce déjà problématique. Nous refuserons tout plan d'austérité appliqué aux missions et personnels de notre ministère pour 2026.